

**CONFERENCE ORGANISEE PAR L'UNIVERSITE
MUNDIAPOLIS**

**TENDANCES LOURDES DU CONTEXTE MONDIAL :
ENJEUX ET OPPORTUNITÉS POUR LE MAROC**

**Thème de l'intervention de M. Mohammed Tawfik MOULINE
Directeur Général de l'Institut Royal des Etudes Stratégiques (IRES)**

Casablanca, le 21 février 2011



1. Un contexte mondial traversé par de multiples mutations à fortes incidences sur le Maroc

- 1.1. Des équilibres économiques et financiers bouleversés par la crise mondiale*
- 1.2. Des incidences sociales de la crise mondiale aggravées par des évolutions démographiques contrastées*
- 1.3. Un équilibre énergétique et environnemental mondial fragile*
- 1.4. Des enjeux de taille en termes de sécurité alimentaire*

2. D'importants défis à relever par le Maroc pour se forger une place agissante dans le monde de l'après crise



1. Un contexte mondial traversé par de multiples mutations à fortes incidences sur le Maroc



❖ Un monde devenu de plus en plus complexe et incertain, avec une accélération inédite du rythme de transformations sur le plan économique, géopolitique, social, technologique..., sous l'effet de la crise systémique.

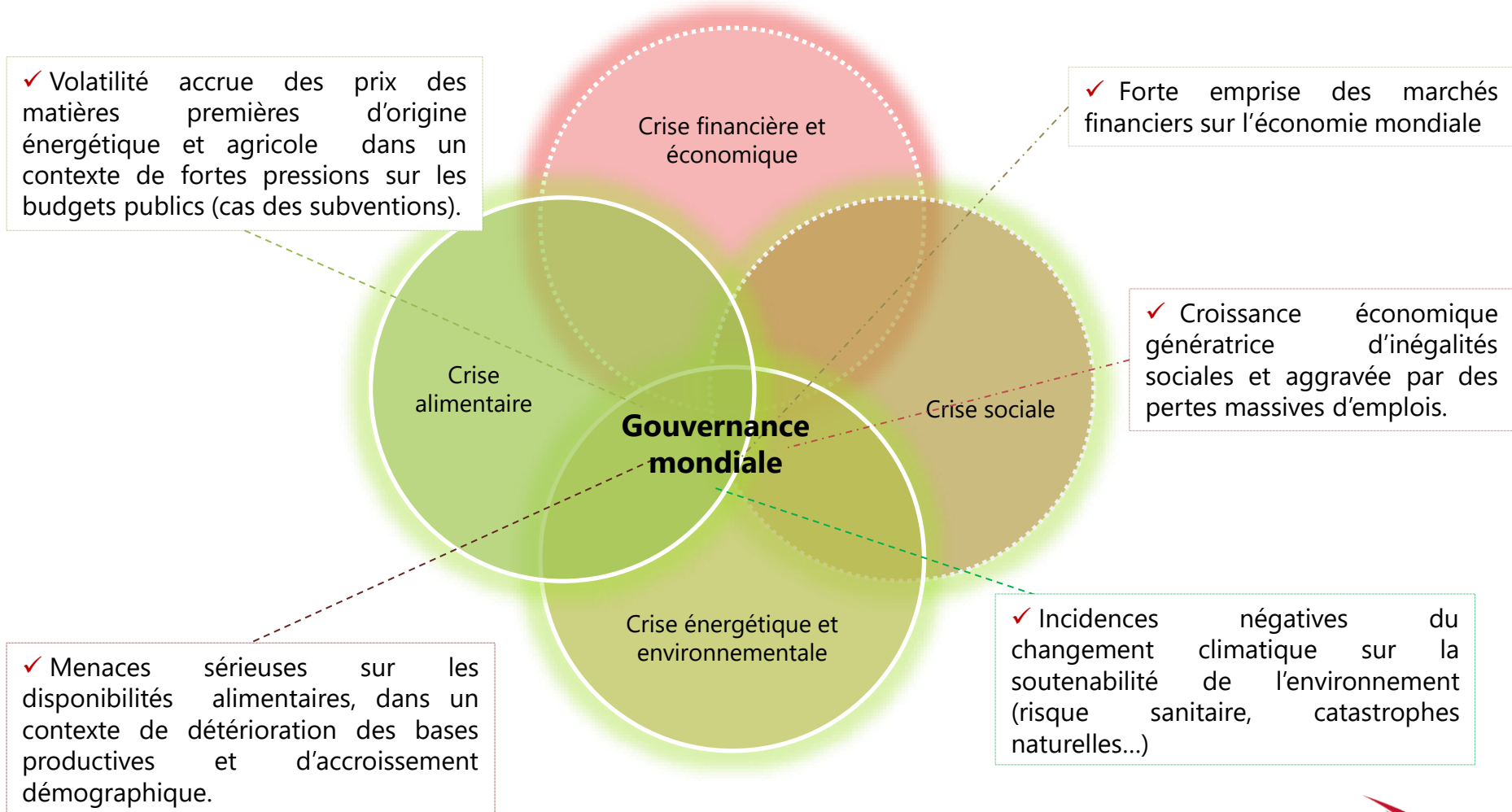
❖ Un monde se construisant sur la base de nouveaux paradigmes, en rupture avec les repères traditionnels : frontière de plus en plus réduite entre le global et le local, nouvelle gouvernance mondiale aux contours en gestation, de nouveaux équilibres entre système de production, système social et système naturel, rapidité de propagation des crises, grande perméabilité culturelle et de valeurs ...

❖ Un environnement international porteur d'opportunités réelles pour le Maroc, qui a fait de l'ouverture un choix stratégique incontournable, mais aussi confronte le pays à des enjeux de taille (concurrence acharnée, ancrage régional, sécurité ...).



Un monde de plus en plus vulnérable à des crises globales et interdépendantes...

Une crise multidimensionnelle mettant en relief les limites du mode de gouvernance actuel à résorber les dysfonctionnements du système mondial



1.1. Des équilibres économiques et financiers bouleversés par la crise mondiale



Une crise financière et économique d'une ampleur inédite

- Une crise multidimensionnelle d'une ampleur similaire à celle de la grande dépression de 1929.
- Une crise circonscrite au départ à la sphère financière, qui s'est propagée ensuite à la sphère réelle avant de se transformer finalement en une crise systémique, affectant de manière indifférenciée tous les pays.
- Une crise révélatrice de la non soutenabilité des modèles de croissance de l'après seconde guerre mondiale : fragilités des équilibres économiques et financiers mondiaux, inadéquation du système de régulation mondiale...
- Une crise mettant en relief le rôle incontournable de l'Etat comme correcteur des imperfections du marché (soutien public aux groupes financiers et industriels financiers : privatisation des profits et socialisation des pertes)
- Un coût total direct de la crise financière s'élevant à 945 milliards de dollars (600 milliards d'euros), selon une estimation du FMI en avril 2008. Ce chiffre a dépassé 5000 milliards de dollars en 2010.

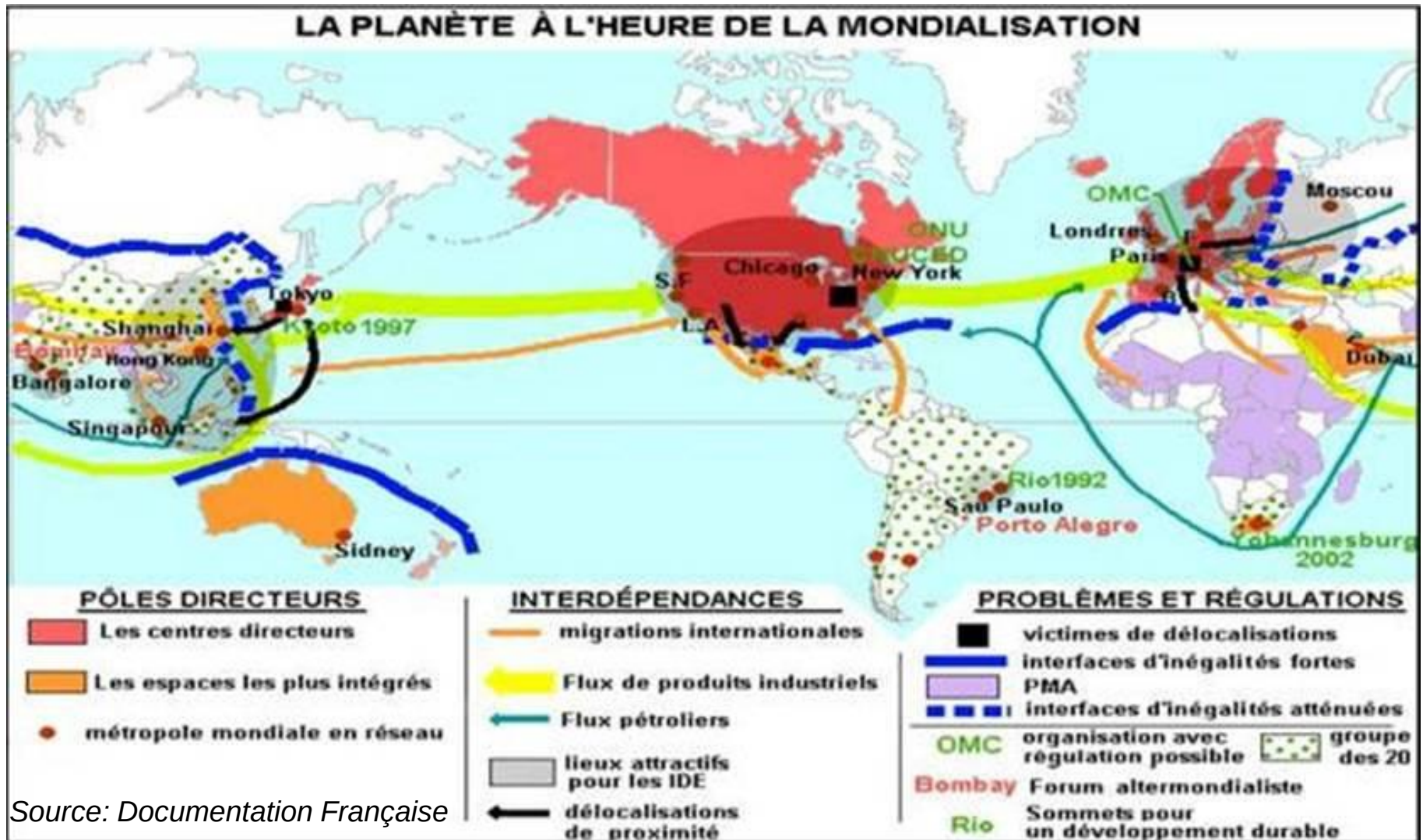


Des réponses à la crise, certes nécessaires, mais loin d'être suffisantes

- Hormis la légère révision du mode de régulation économique et financière dans le sens d'une concertation plus élargie (passage du G7 au G20), les mesures retenues pour faire face à la crise s'inscrivent davantage dans un scénario de crise conjoncturelle (*rétablissement des marchés de crédit, politique monétaire accommodante, relance budgétaire, renforcement des fonds des institutions internationales, notamment le FMI...*).
- Des réponses qui portent les germes d'une crise beaucoup plus grave:
 - ✓ Mode de financement des plans de sauvetage et de relance favorisant l'accumulation des déficits et des déséquilibres importants, comme en témoigne la crise de la dette souveraine de certains pays européens.
 - ✓ Relâchement du soutien de la communauté internationale au développement des pays à faible revenu (ODM hypothétiques, tensions et conflits régionaux dans les zones vulnérable...).



Un décentrement progressif du monde, accéléré par la crise économique mondiale



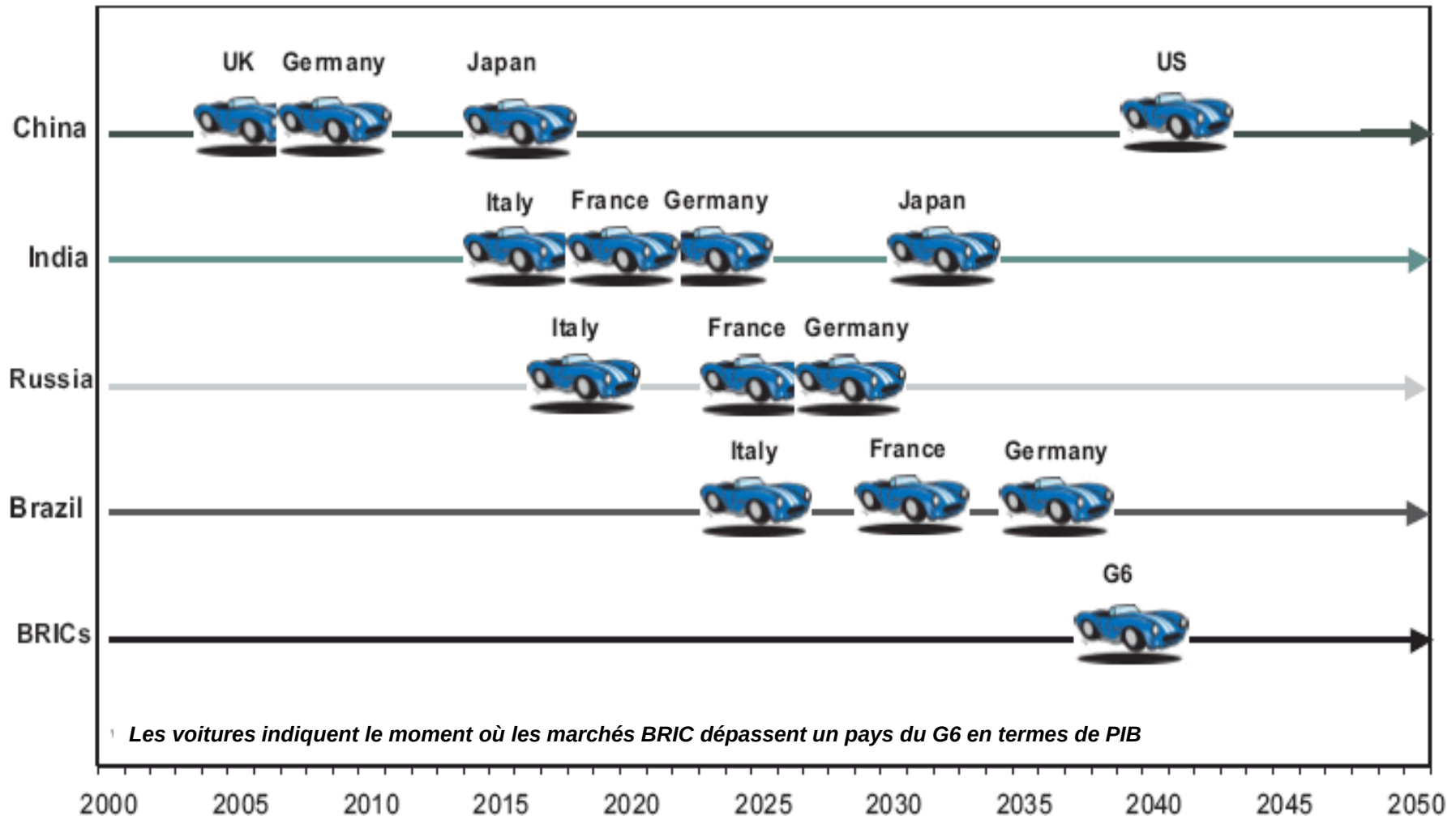
...préfigurant l'émergence d'une nouvelle hiérarchie du pouvoir...

- Accélération de la montée en puissance des BRIC, déclin relatif du poids de l'Europe,...
- Emergence de nouvelles logiques de recomposition des sphères d'influence (alliances énergétiques, enjeux migratoires, défis sécuritaires,...).
- Intensification de la concurrence internationale, avec un rôle accru de l'innovation et du capital humain dans la construction des avantages compétitifs des nations (Accélération du rythme de l'innovation technologique, déplacement de l'emploi vers les compétences élevées).
- Renchérissement durable des prix des matières premières, particulièrement alimentaires (sécheresse, catastrophes naturelles) et énergétiques (tarissement des ressources d'origine fossiles).



Un rythme de rattrapage rapide des BRIC, leur permettant de supplanter les puissances économiques traditionnelles

Source: Goldman Sachs



Un environnement géostratégique déterminant pour le Maroc

- Nonobstant les perspectives offertes dans le statut avancé, le Maroc fait partie d'un espace régional aux prises à de multiples fragilités structurelles :
 - Blocage de l'Union du Maghreb Arabe
 - Effet limité du processus de Barcelone en termes de rattrapage et de convergence des économies sud-méditerranéennes
 - Ambitions encore limitées de l'UPM
- Exacerbation de la concurrence internationale, notamment asiatique, menaçant tant le marché domestique que les marchés traditionnels à l'export.
- Pouvoir de négociation limité au sein des instances internationales, faute d'une concertation régionale, se traduisant par une moindre implication dans la fixation de l'agenda mondial.



Un profil de spécialisation qui ne permet pas au Maroc de profiter pleinement de sa politique d'ouverture commerciale

Faible niveau de diversification des produits et des marchés

- **Concentration de l'offre exportable** sur quelques produits, principalement les produits phosphatés et le textile-habillement.
- **Faible niveau de diversification des marchés d'exportation.** Une part importante des exportations marocaines dépend de l'évolution économique de deux pays, la France et l'Espagne.
- **Sur la période 2000-2008**, les pays de l'Union Européenne ont contribué à hauteur de 80% à la demande étrangère adressée au Maroc

Niveau technologique encore limité

- **Près du 2/3 des exportations manufacturières** sont des produits à faible technologie et à forte intensité de ressources naturelles et de main-d'œuvre.
- **10% des exportations manufacturières** sont considérées comme de la haute technologie.
- **Insuffisance des dépenses en R-D au Maroc** (0,79% du PIB), due entre autres au faible engagement des entreprises en faveur de l'innovation et de la R&D.

Faible dynamique d'adaptation

- Une concentration dans des secteurs moins dynamiques du commerce mondial : **trois groupes de produits procurent 80% environ des recettes d'exportations** de marchandises. Il s'agit des produits agricoles et de la pêche, des textiles et vêtements ainsi que du phosphate et de ses dérivés.
- Ces produits ont connu la croissance la plus faible des échanges commerciaux à l'échelle mondiale.



1.2. Des incidences sociales de la crise mondiale aggravées par des évolutions démographiques contrastées



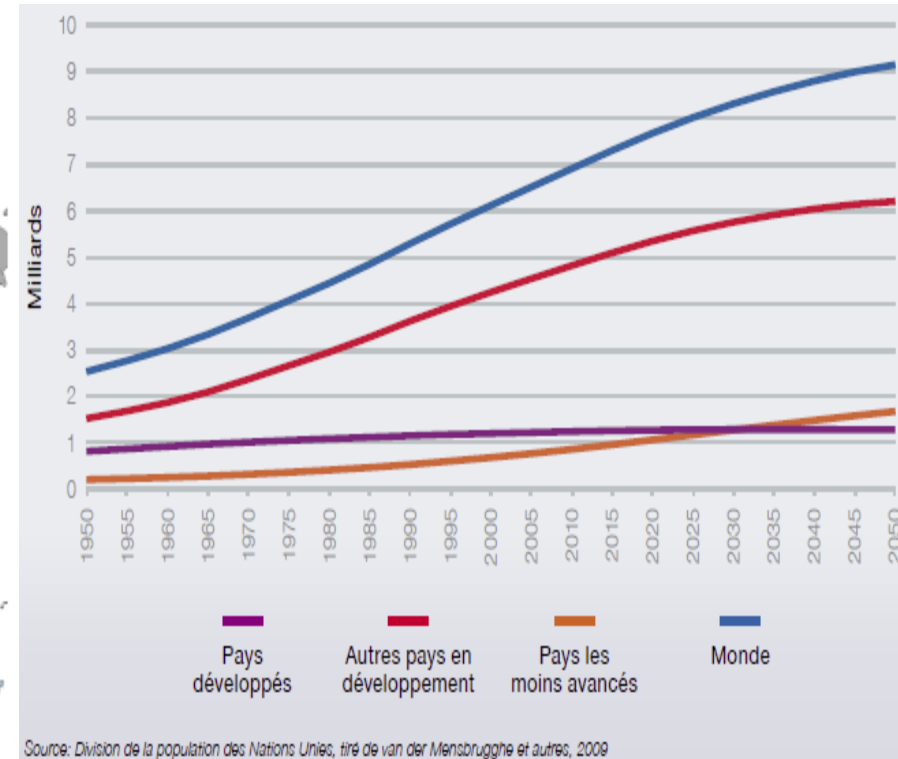
Emergence de nouveaux paradigmes sociaux

- Conséquences manifestes de la crise mondiale :
 - Une remise en question du régime de croissance libéral partout dans le monde, mettant en relief les limites des mécanismes du marché en tant que déterminants exclusifs de la création de la valeur et de la répartition des fruits de la croissance.
 - Une prise de conscience renforcée, mettant en exergue la nécessité de relayer les efforts de rétablissement des équilibres macroéconomiques et financiers par le renforcement de la cohésion sociale, à travers le retissage du lien social (nouveaux paradigmes séparant l'économie de marché de la société de marché).
 - De grandes interrogations sur la soutenabilité des systèmes de gouvernance dans les pays caractérisés par des régulations sociales personnalisées et autoritaires (revendications pour un ordre social plus équitable et inclusif).



Crise sociale aggravée par des évolutions démographiques contrastées

*Vieillessement de la population à l'horizon 2050
(Population âgée de 60 et plus)*



Source: ONU (2009)

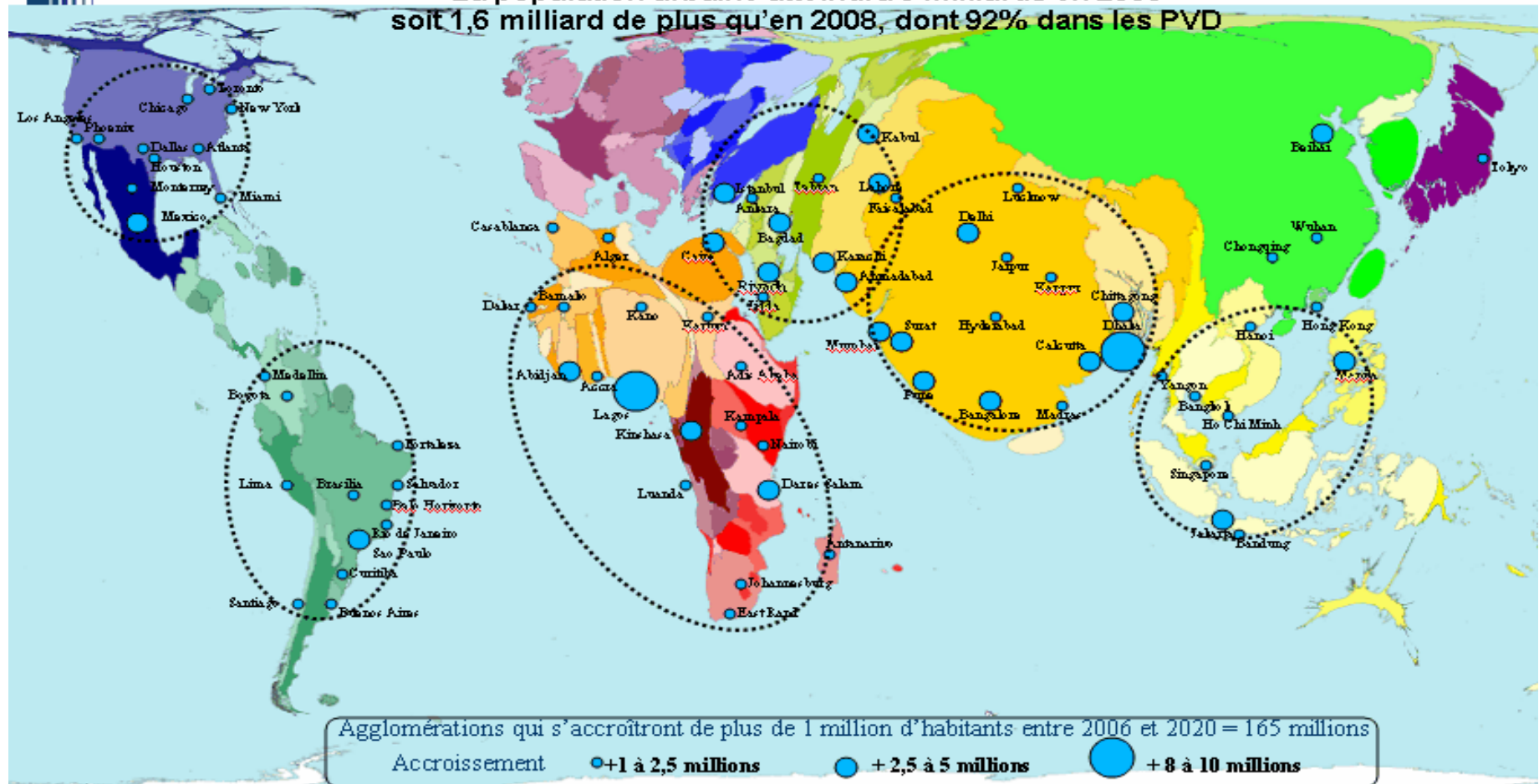
Dynamique démographique induisant de fortes pressions sur le marché du travail dans les pays en développement, avec comme corollaire une intensification de la migration internationale et une accélération de l'urbanisation et sa littoralisation.



Accélération de l'urbanisation, surtout dans les pays en développement, autour de grandes agglomérations

L'explosion démographique urbaine, un défi planétaire

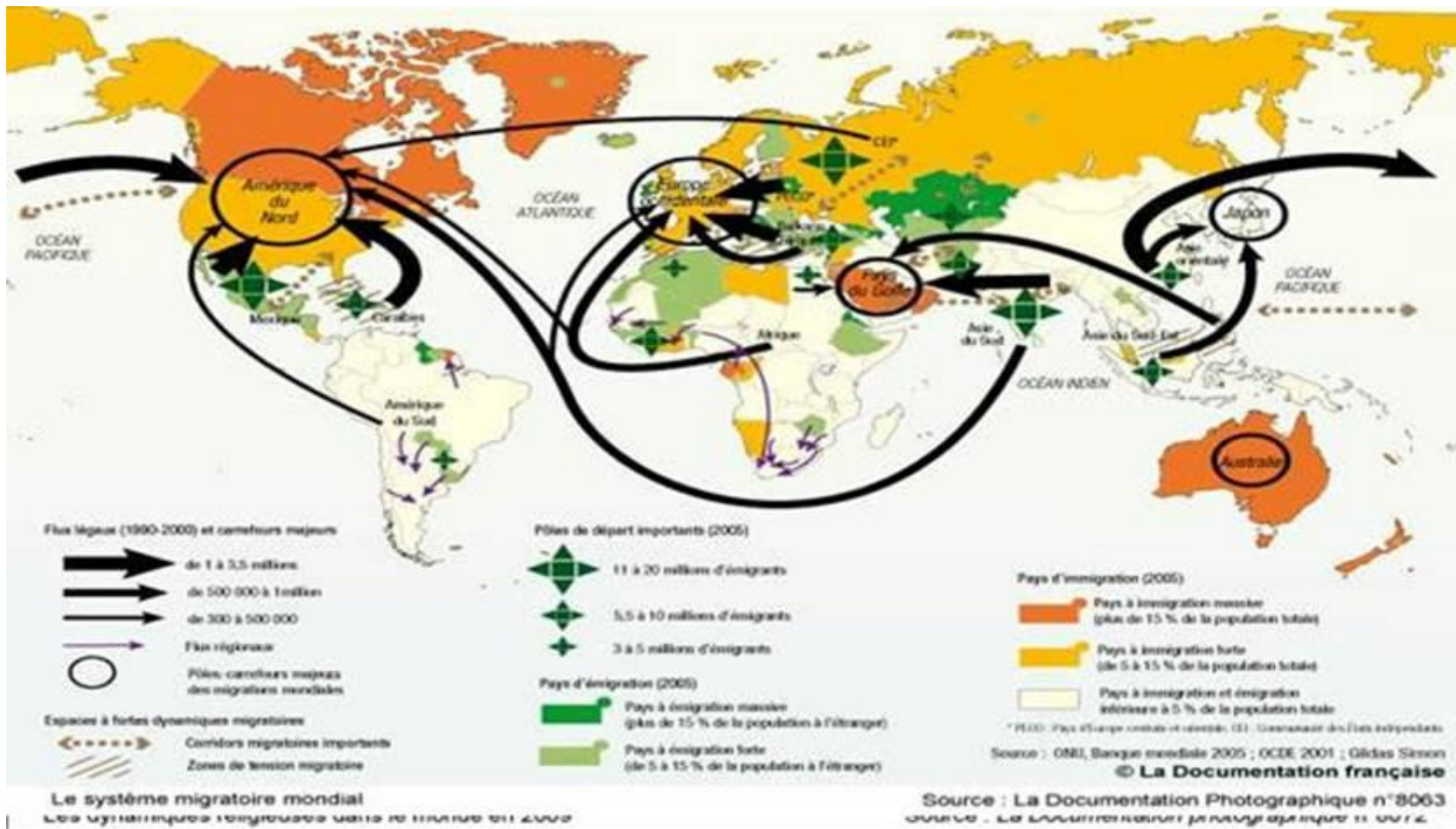
La population urbaine atteindra 5 milliards en 2030
soit 1,6 milliard de plus qu'en 2008, dont 92% dans les PVD



Sources : UNFPA, Citymayors

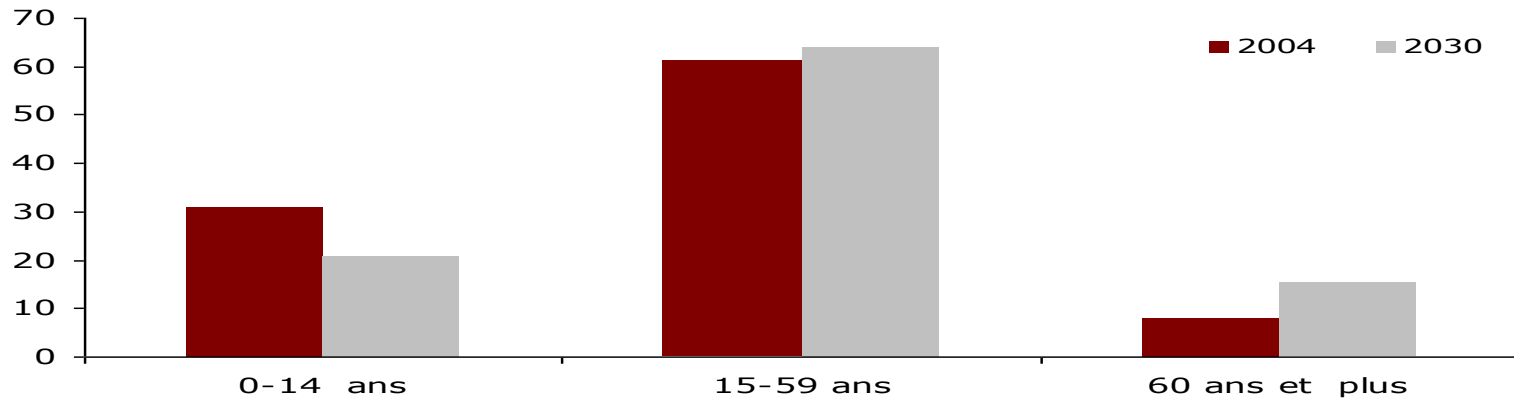


Intensification des flux migratoires vers les zones d'accueil traditionnelles : Etats-Unis, Europe, Japon et pays du Golfe, dans une mesure moindre.



Une transition démographique au Maroc posant d'importants défis en termes d'emploi et d'absorption des flux migratoires

Evolution de la structure par classe d'âge de la population
entre 2004 et 2030



Source: HCP

Phase d'aubaine démographique jusqu'en 2014.

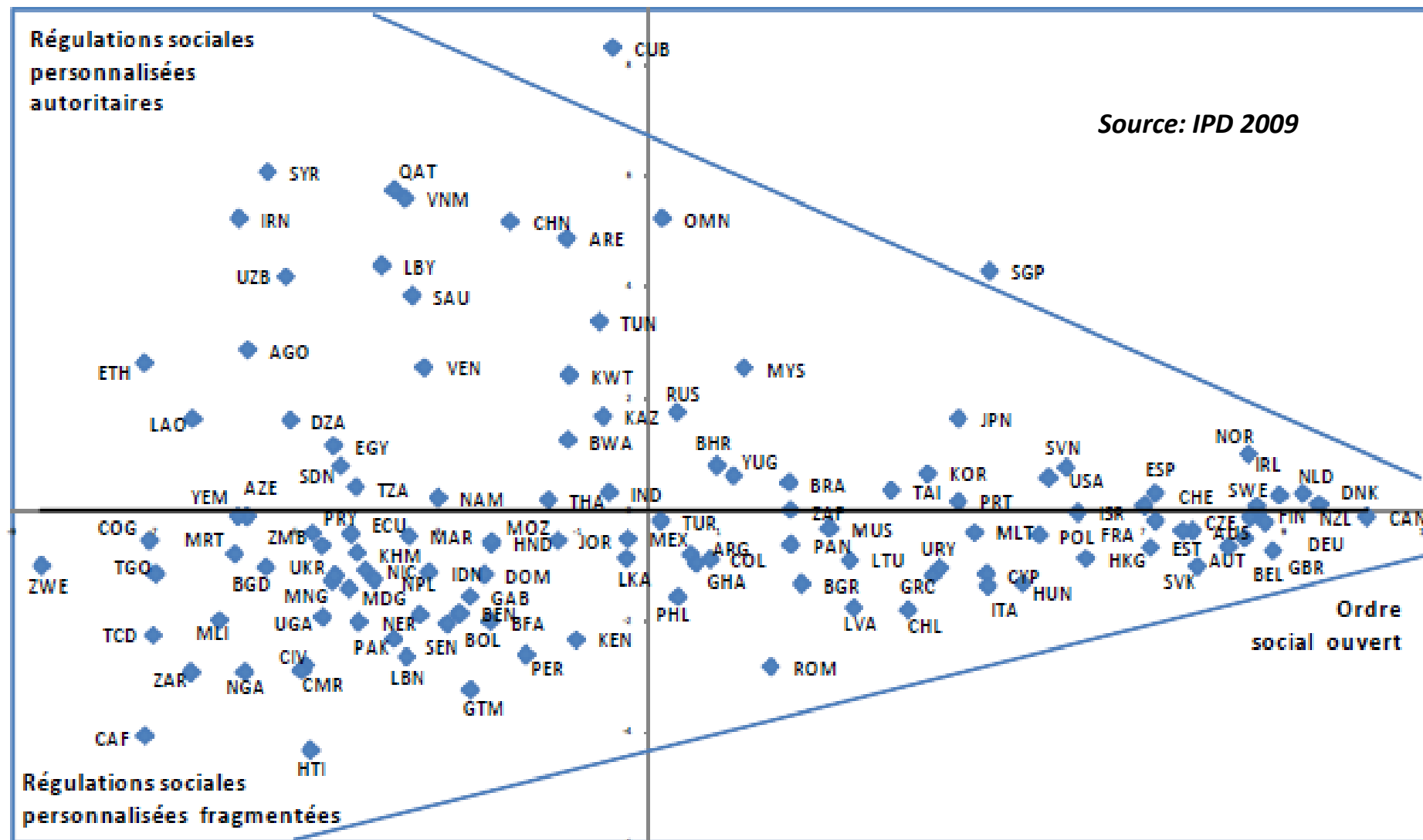
D'ici à 2015, demande additionnelle sur le marché du travail estimée à 400.000 emplois par an (contre une création annuelle moyenne actuelle de 217.000 emplois).

Taux d'urbanisation attendu en rythme tendanciel : 68% avec une forte concentration sur l'axe urbain Kénitra-Jorf Lasfar (37% de la population urbaine en 2000).

Forte exposition du pays aux conséquences de la migration subsaharienne dans sa double dimension économique et climatique.

De fortes incertitudes sur les déterminants démographiques, particulièrement le taux de natalité et le solde migratoire

Une forte corrélation entre l'existence d'un ordre social ouvert et le niveau de stabilité politique et sociale



Corruption

**Cohésion sociale-
croissance économique**

**Confiance
institutionnelle
et
interpersonnelle**

**Inégalités
sociales**

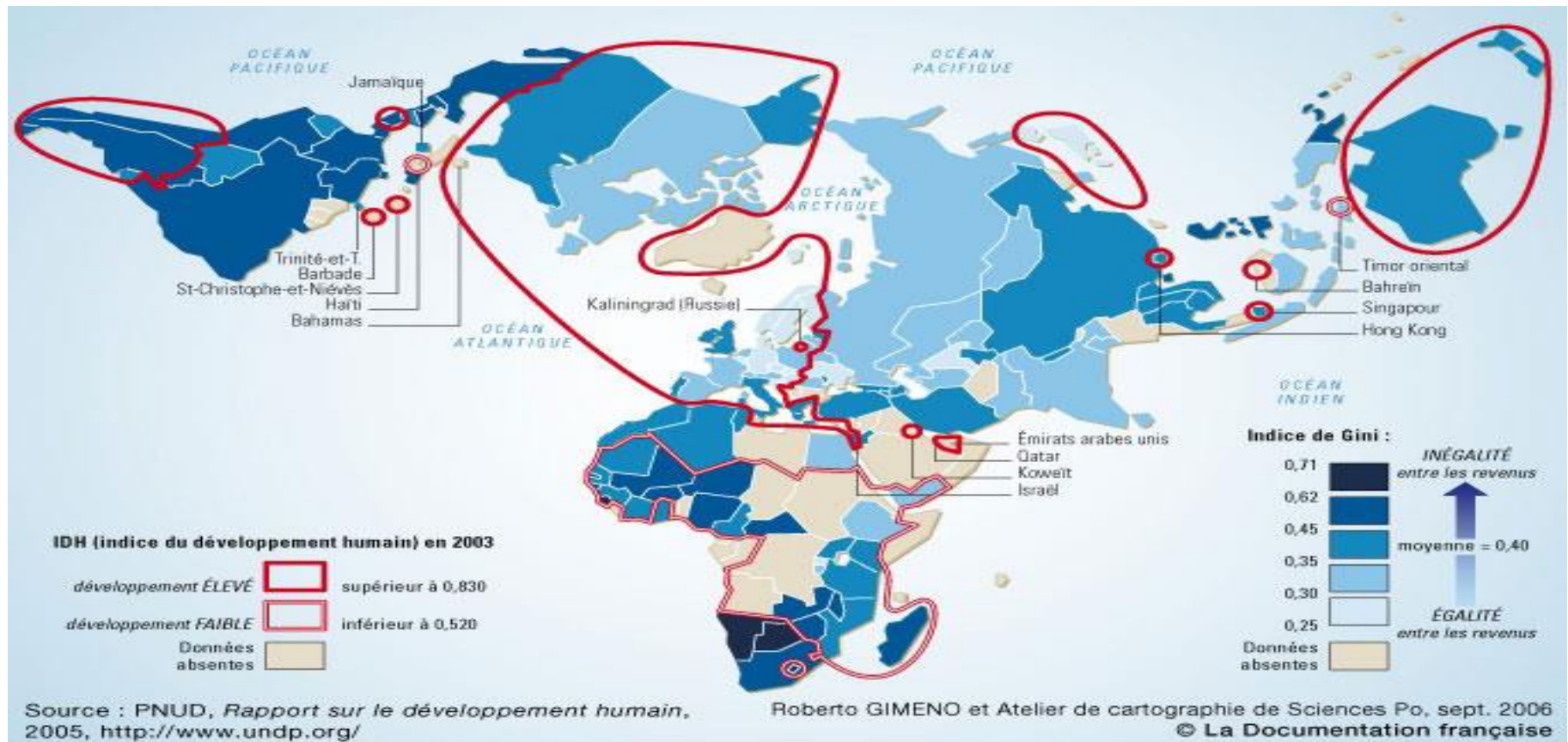
- **Générateur de coûts directs et indirects** sur le plan économique et social

- Socle du capital social et de la stabilité politique et sociale d'un pays (Déterminant clé de la compétitivité et de l'attractivité).

- Les inégalités **grèvent le potentiel de croissance économique** surtout si elles sont liées à des inégalités de capacités (accès aux services de base, santé, éducation, logement...)



Persistance de grandes inégalités en termes de développement



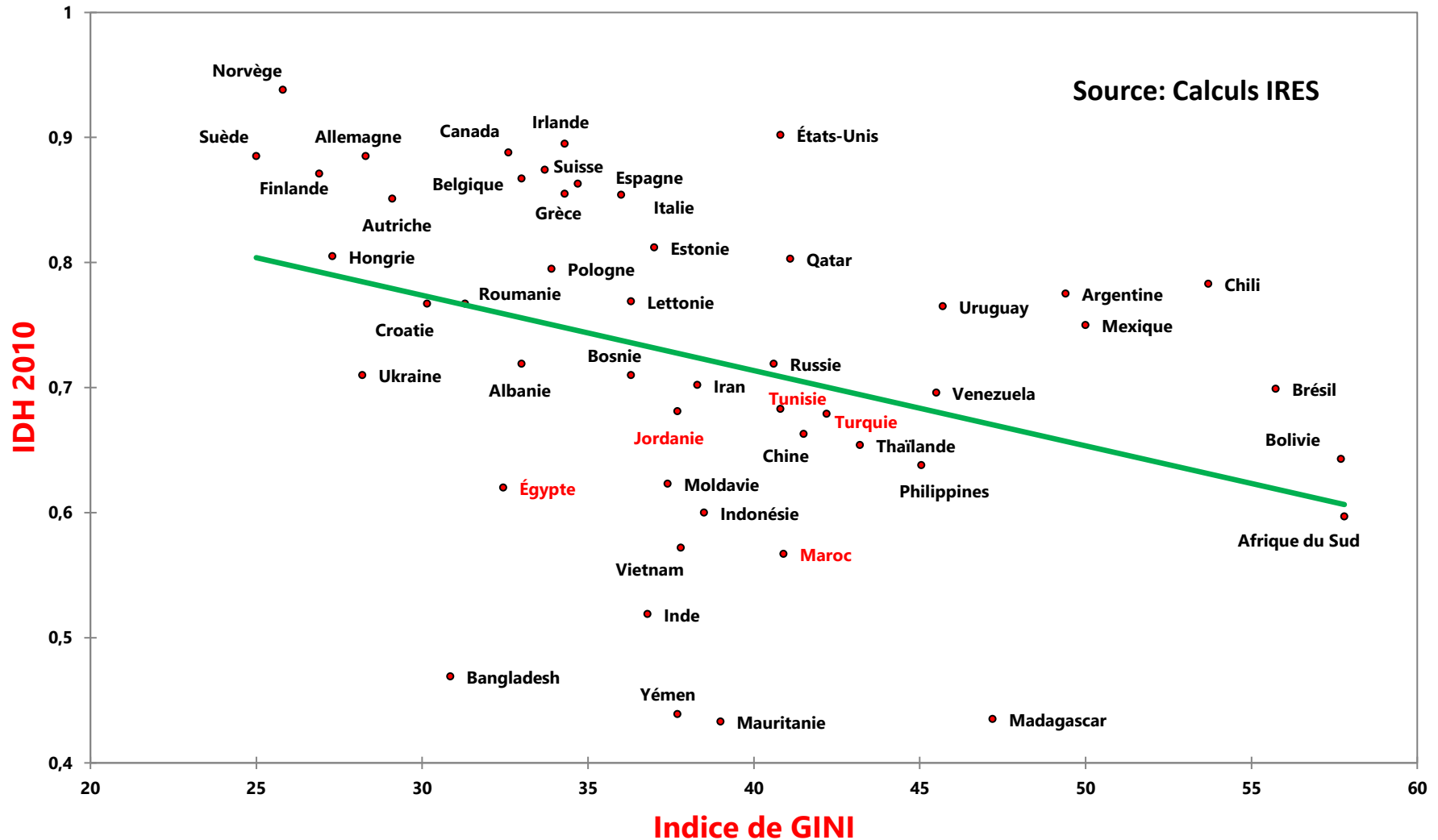
Inégalité des revenus et développement humain

Source : Questions internationales n°22, nov.-déc. 2006

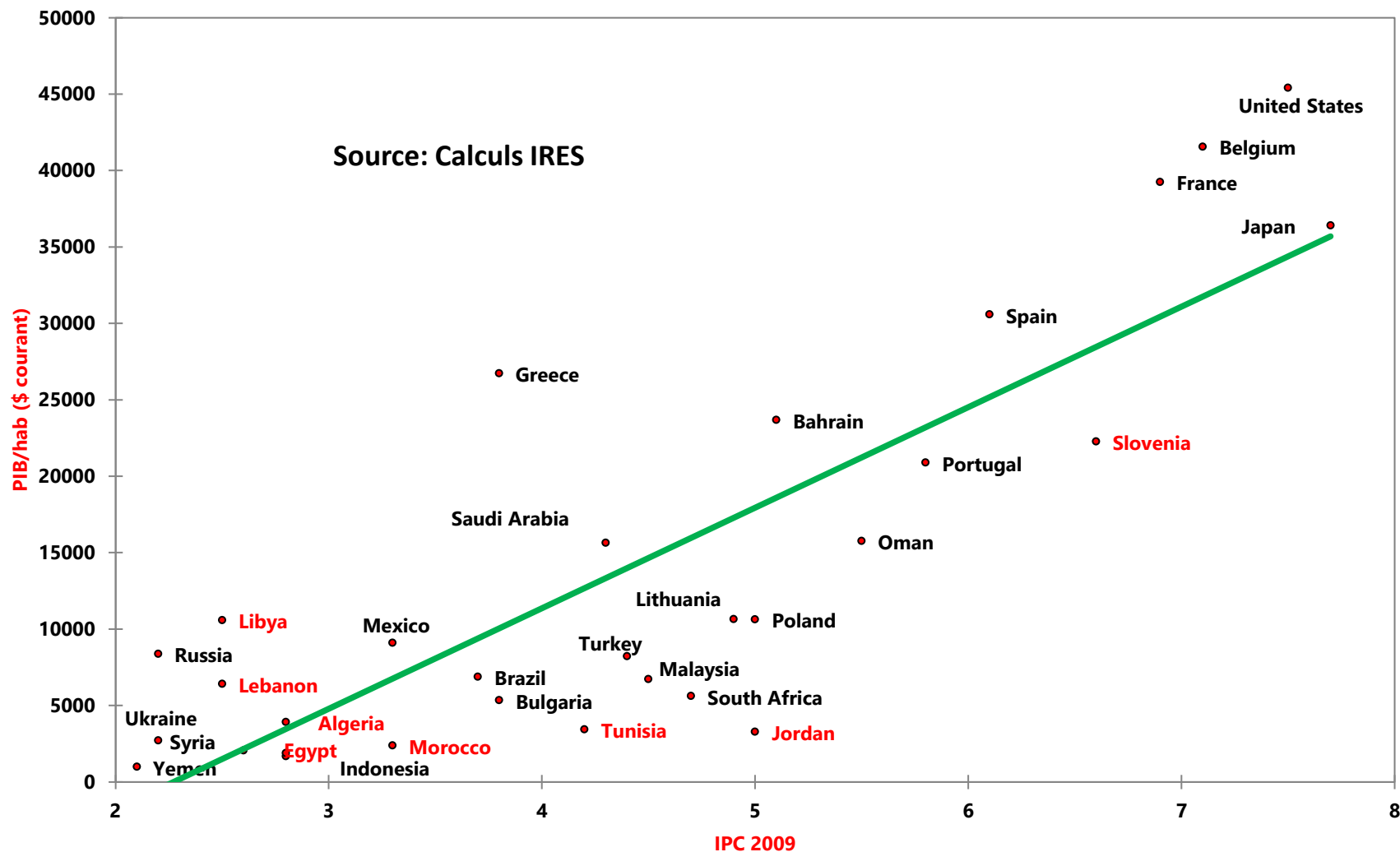
Une mondialisation à plusieurs vitesses, avec la constitution de barrières séparant les espaces prospères à niveau de développement élevé de ceux en développement.



Inégalités de revenus et développement humain, selon les pays



Indice de Perception de la Corruption en fonction du revenu par habitant

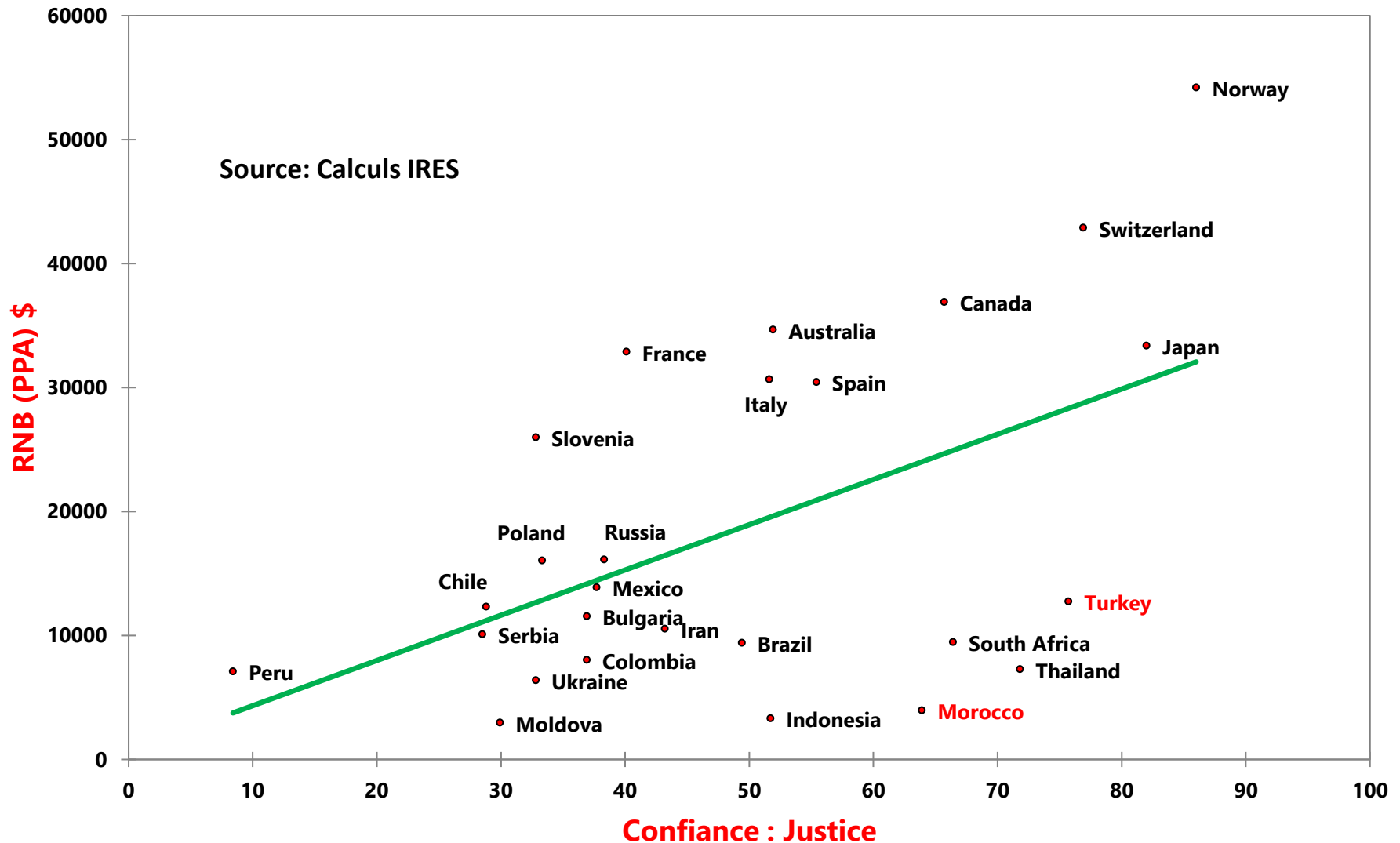


Une remise en cause de la confiance dans les institutions partout dans le monde

- La confiance dans les institutions représentatives s'est fortement érodée, partout dans le monde, sous l'effet des conséquences sociales de la crise et des modes de gouvernance empruntés pour y faire face (recours à des mesures moins sensibles aux couches sociales défavorisées).
- Ce constat est notable dans les pays où ces institutions ne sont pas le produit d'élections crédibles et où les organes en place se sont avérées inaptes à favoriser la solidarité, instaurer la transparence et préserver la concurrence.
- Remise en cause de la stabilité politique dans certains pays de la région MENA, sous l'effet de l'accumulation de plusieurs insuffisances (régimes autoritaires, déficience des institutions, prolifération de la corruption, creusement des inégalités sociales ...).



Confiance dans la justice et revenu national selon les pays



D'importants enjeux pour le Maroc en termes de retissage du lien social et de renforcement de la cohésion

- Nécessité de lutter contre les inégalités sociales pour sécuriser la croissance économique
- Importance de préserver la diversité culturelle marocaine, de l'enrichir et la mettre au service du développement, dans le cadre de la régionalisation avancée.
- Renforcement du système de valeurs pour la consolidation de l'identité citoyenne marocaine.
- Implication des jeunes comme acteur clé dans le processus de développement du pays.



1.3. Un équilibre énergétique et environnemental mondial fragile



Un contexte énergétique mondial soumis à d'importantes incertitudes

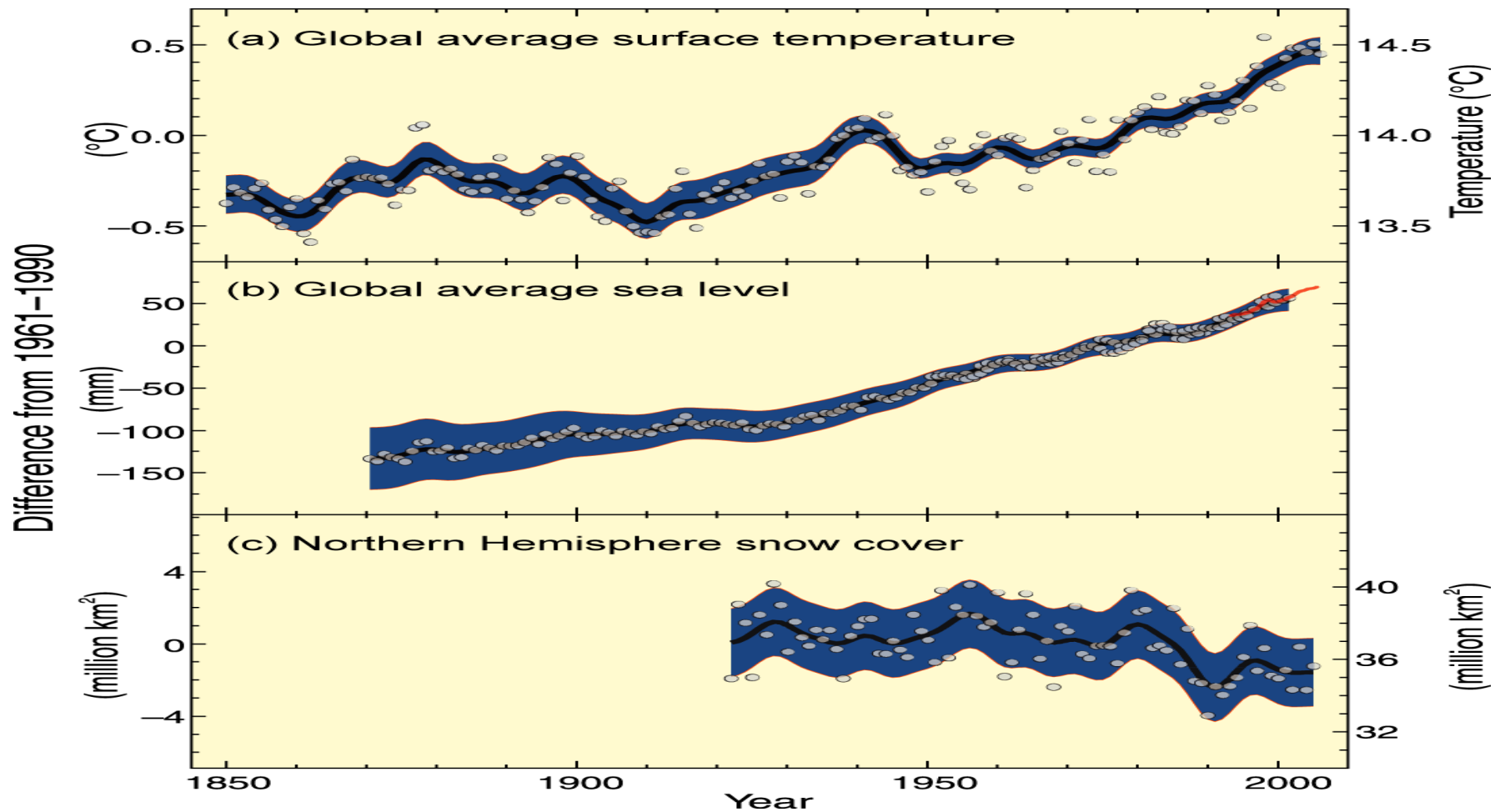
- Une demande énergétique mondiale en progression, sous l'effet de la démographie et croissance économique, notamment dans les pays en développement.
 - ✓ Selon le scénario de l'Agence Internationale de l'Énergie (AIE), la demande mondiale en énergie primaire pourrait atteindre 17 Gtep (Gigatonnes équivalent pétrole) en 2030, soit un taux de croissance moyen de 1,6 % par an.
- Une offre énergétique mondiale caractérisée par une répartition déséquilibrée des ressources naturelles sur le plan géographique, au cœur de fortes tensions géopolitiques
 - ✓ Grandes Incertitudes sur les niveaux effectifs des réserves mondiales en énergies fossiles, notamment le pétrole.



Un équilibre environnemental fragile

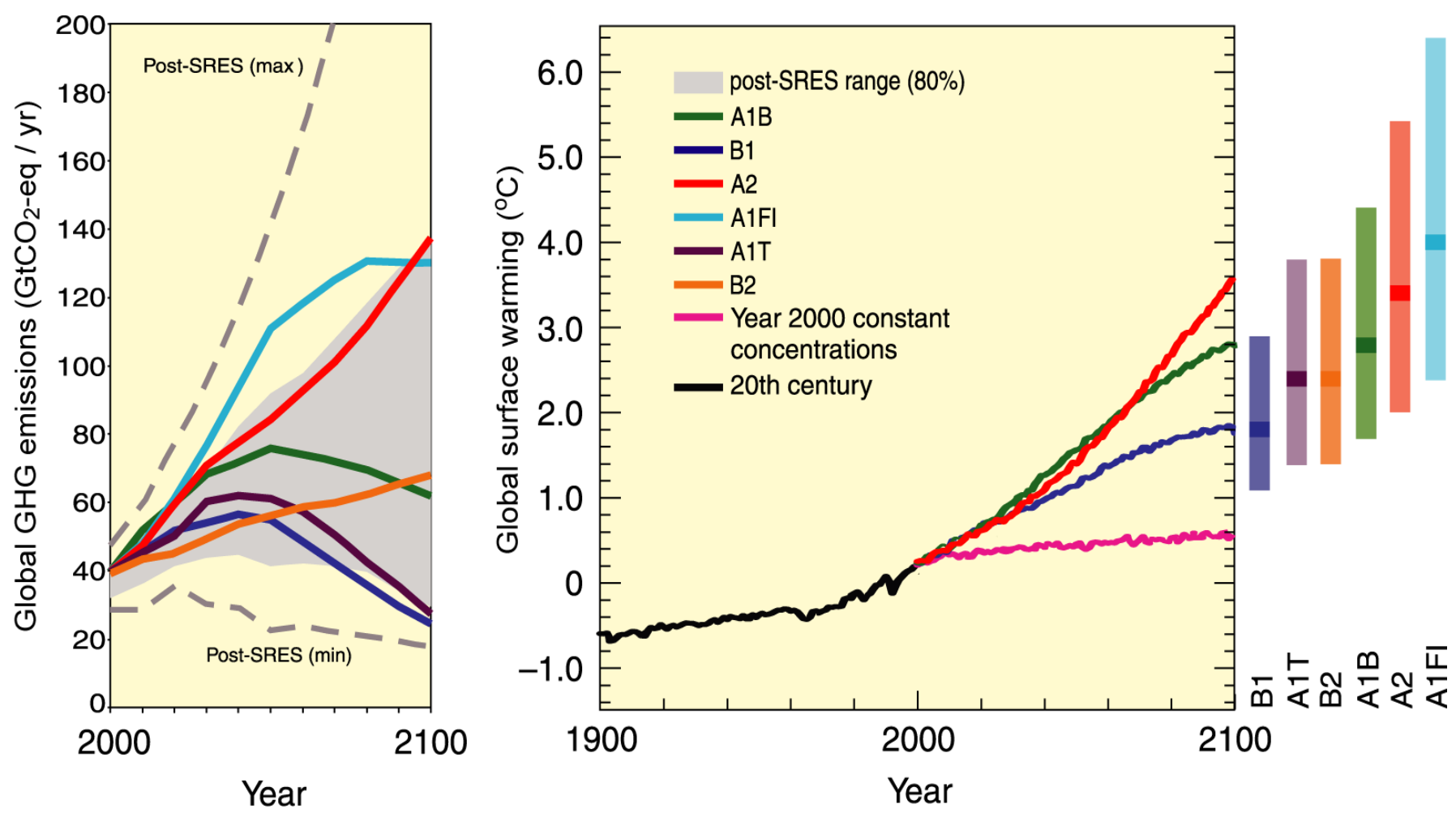
- L'environnement n'est pas une ressource intarissable et l'activité humaine de ces dernières décennies l'a beaucoup dégradé :
 - ✓ Empreinte écologique mondiale dépasse la bio-capacité de la planète. L'humanité ponctionne donc plus de ressources que ce que la nature peut régénérer.
 - ✓ Déclin rapide de la biodiversité dans le monde. La population des espèces des vertébrés a chuté de 40% entre 1970 et 2000. L'activité humaine a accéléré de 100 fois le rythme naturel d'extinction des espèces. Chaque année 13 millions de hectares de forêt disparaissent dans le monde.
 - ✓ Dérèglement des systèmes naturels du monde, notamment le climat avec les effets constatés sur l'exacerbation des événements extrêmes (inondations catastrophes, incendies dévastatrices...) et la montée de l'aridité et de la désertification

Changements dans la température, le niveau de la mer et la couverture neigeuse de l'hémisphère nord



Source : Rapport du GIEC (2007)

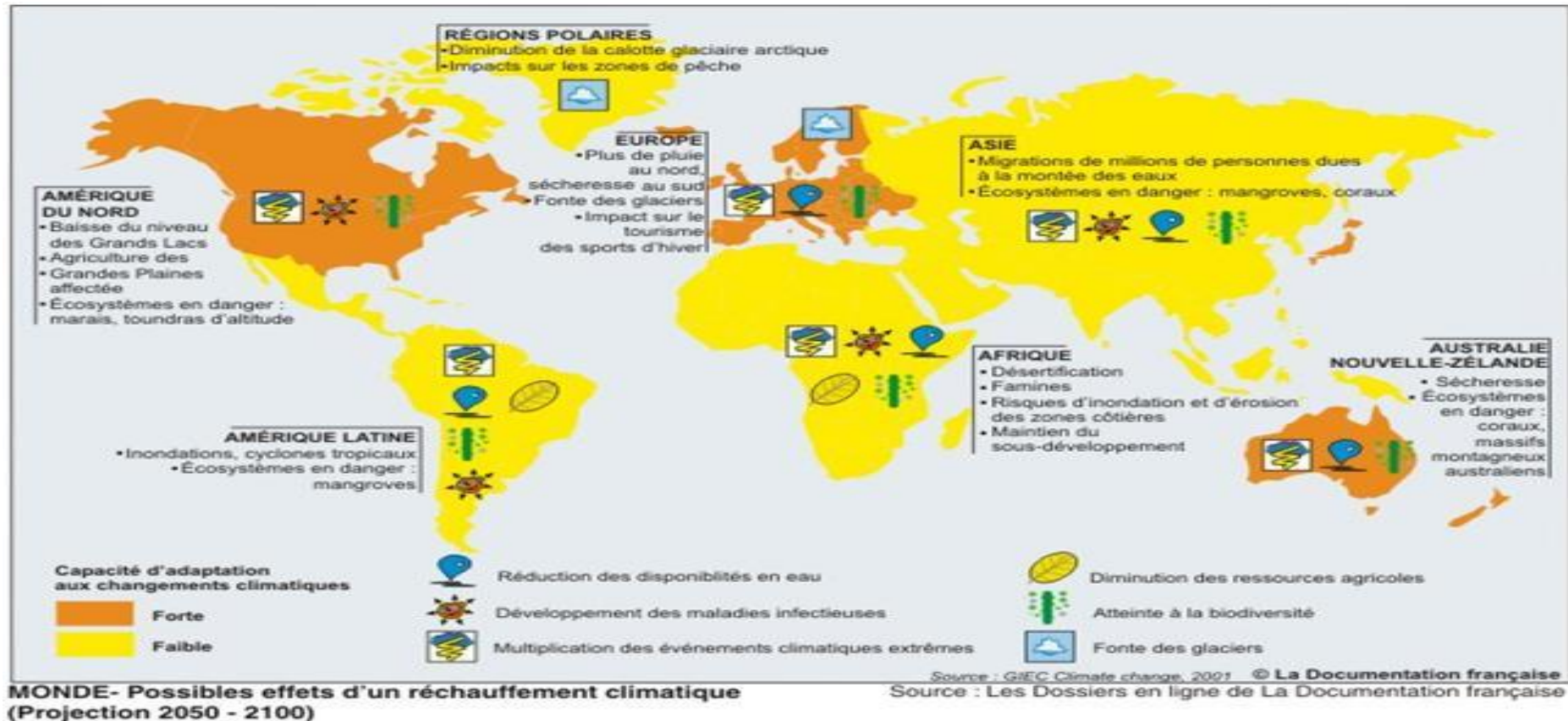
Scénarios d'émission de gaz à effet de serre de 2000 à 2100 (en l'absence de politiques climatiques supplémentaires) et projections des températures de surface



Source : Rapport du GIEC (2007)



Une donne environnementale devant une préoccupation majeure de la communauté internationale

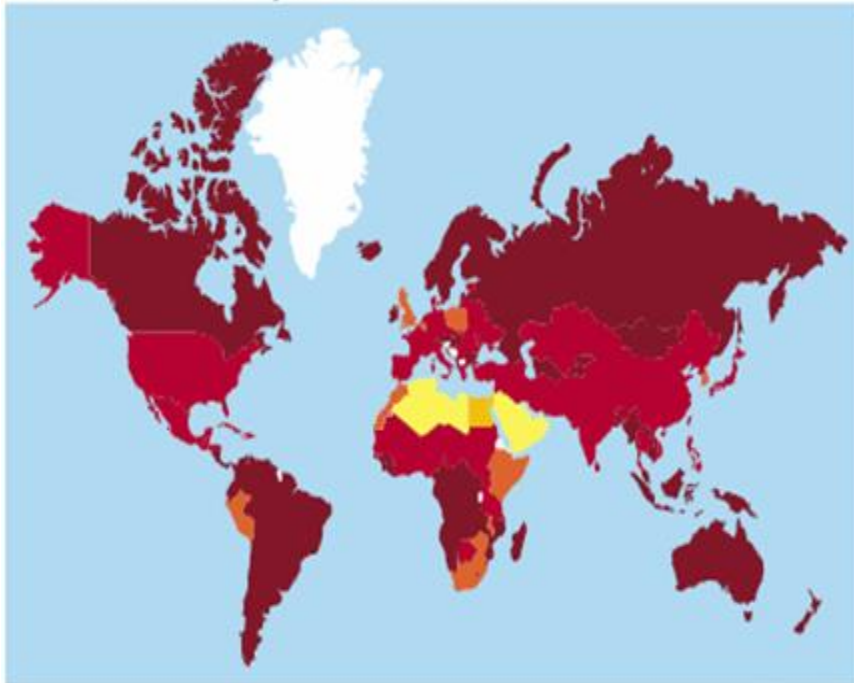


Des impacts du changement climatique mettant à rude épreuve la survie de l'Homme (stress hydrique, enjeux sanitaires, sécurité alimentaire, phénomènes extrêmes...), avec des capacités d'adaptation inégales selon le niveau de développement des pays



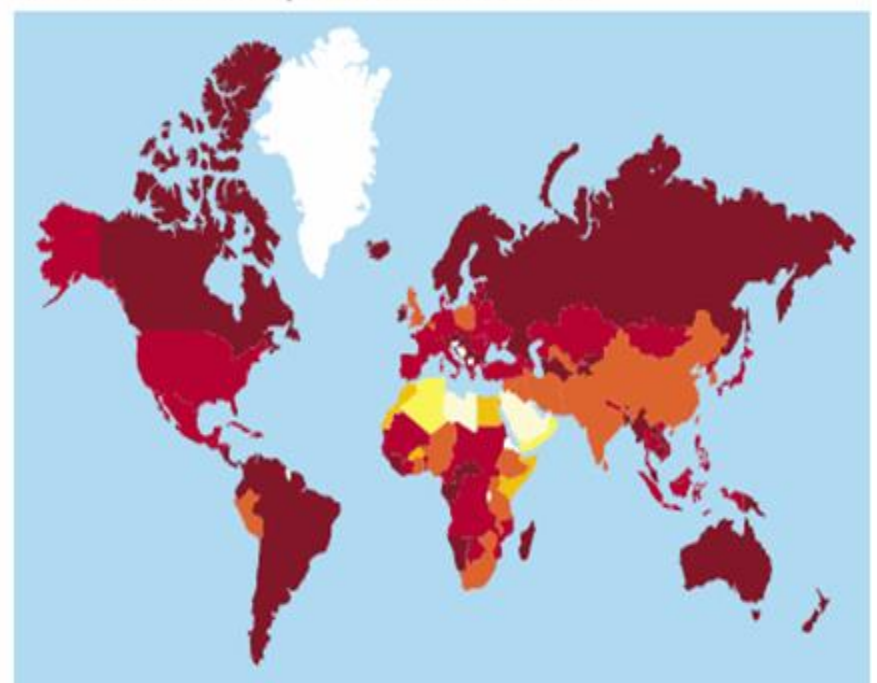
Des menaces réelles sur les ressources en eau

Ressources en eau par habitant en 2000



Fond de cartes : Google

Ressources en eau par habitant en 2025



Fond de cartes : Google

m³ par habitant et par an



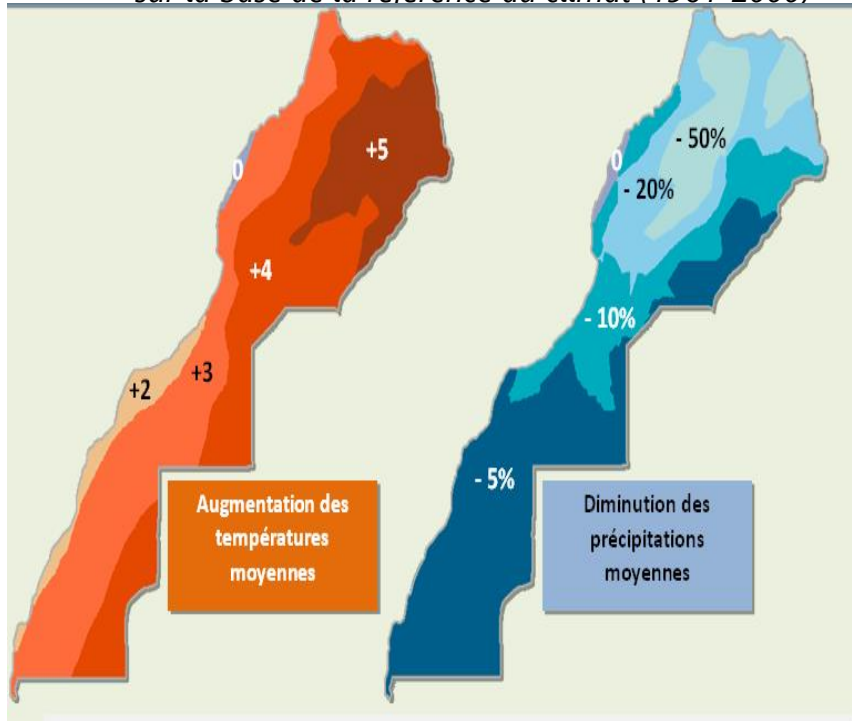
Source : Ministère de la Défense Française 2007



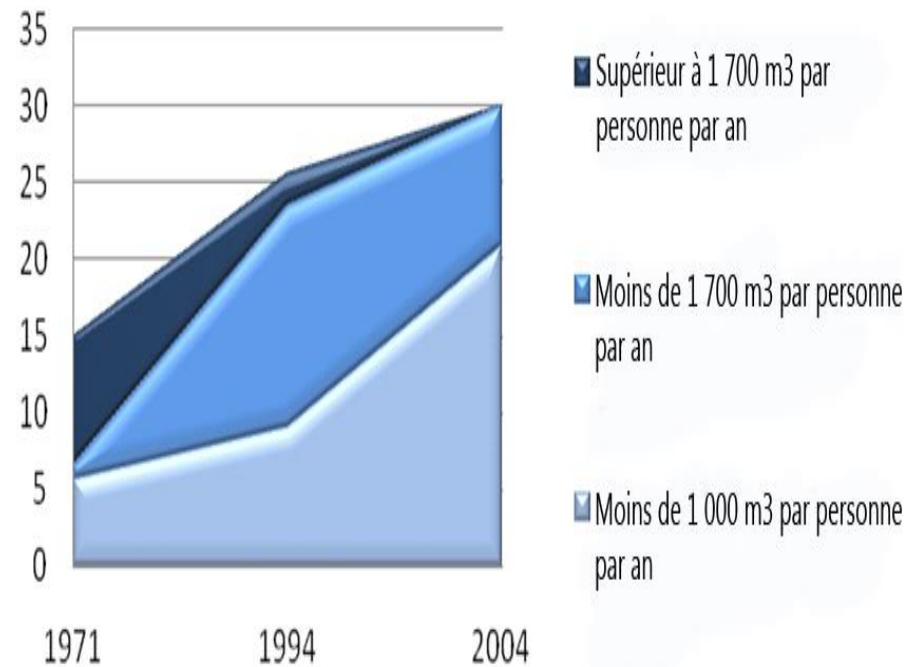
Une forte exposition du Maroc au changement climatique

Climat futur (2070-2099)

-sur la base de la référence du climat (1961-2000)-



Source : DMN

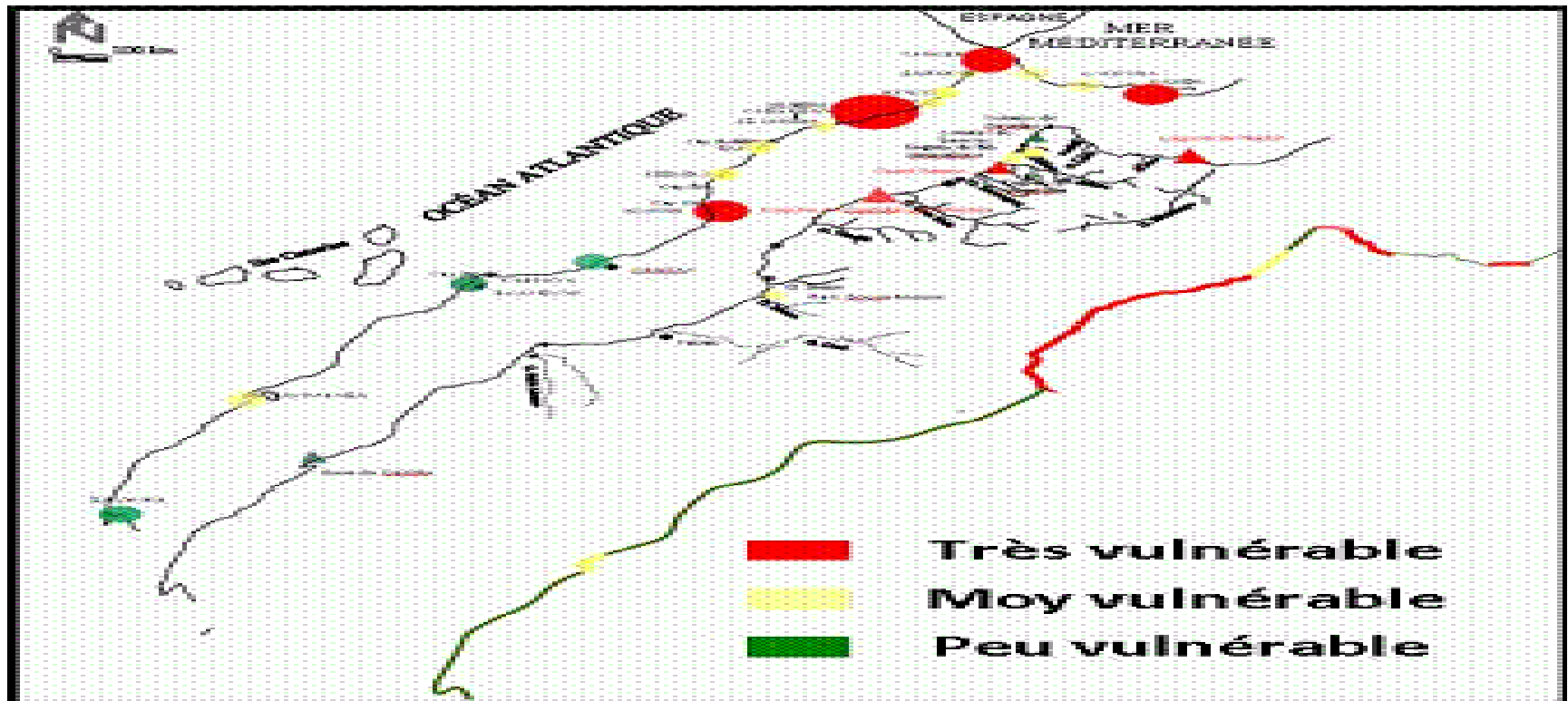


Source : Secrétariat d'Etat Chargé de l'Eau

Une montée de l'aridité avec de fortes incidences sur l'équilibre des écosystèmes et en particulier sur les ressources hydriques



Vulnérabilité du littoral à l'élévation du niveau des mers, menaçant les populations et les activités économiques



Source : MATEE



L'émergence d'une conscience en faveur d'un rééquilibrage des modèles de développement mais réticence à une prise d'engagement contraignant

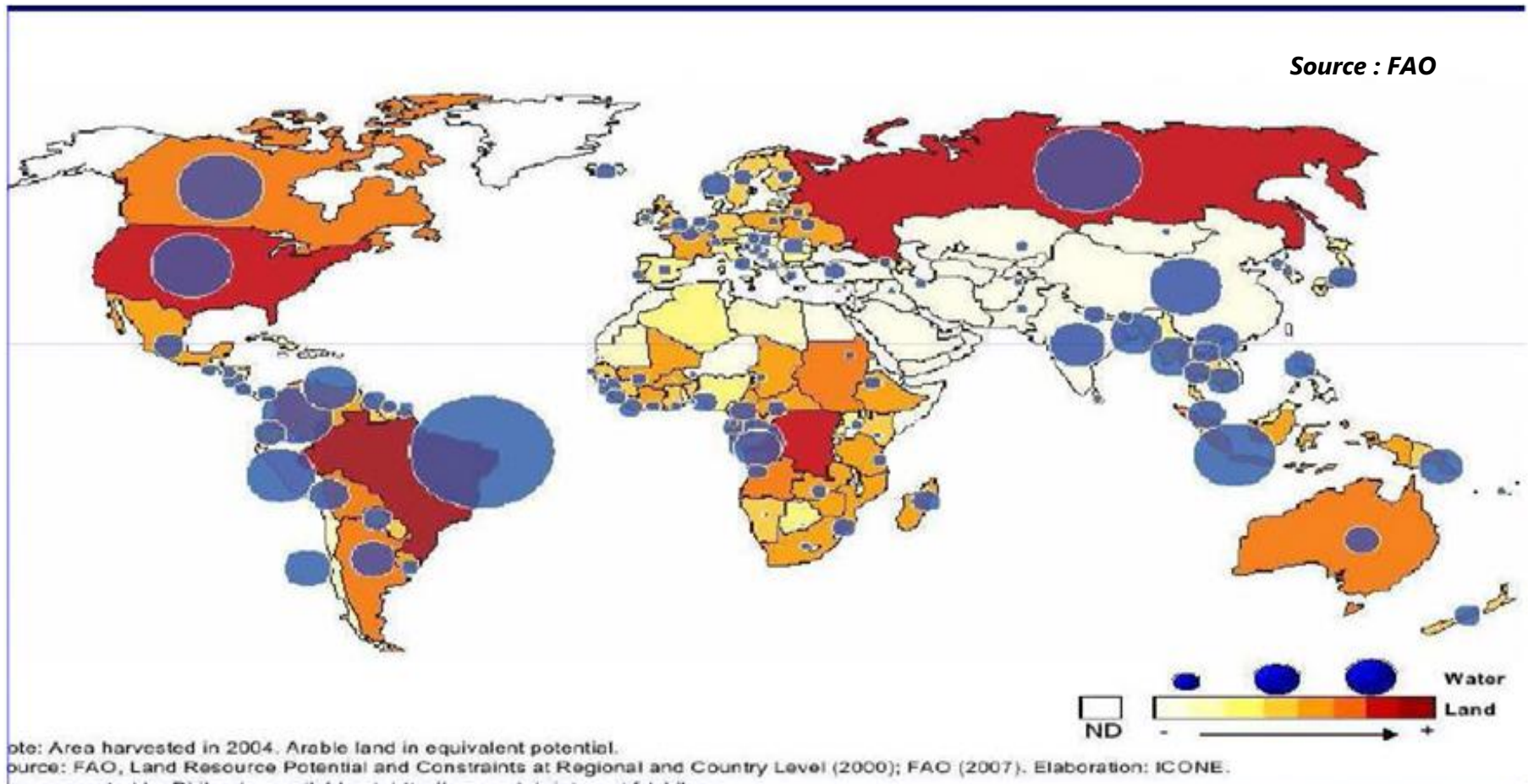
- ***Un intérêt renouvelé en faveur de l'environnement***, notamment à travers la place qui lui est accordée dans les plans de relance économique à travers le monde, en particulier dans l'Union Européenne (120 milliards de dollars alloués à l'économie verte) et aux Etats-Unis (51 milliards de dollars en faveur des secteurs de l'énergie et de l'environnement en plus des allègements fiscaux).
- ***Toutefois un ferme engagement international semble tarder à se matérialiser en dépit de quelques avancées enregistrées lors du dernier sommet de Cancun*** : (réintégrer dans le cadre multilatéral onusien les engagements pris lors du précédent round de négociations à Copenhague en 2009 ; relancer la négociation sur la poursuite et l'élargissement des outils de marché mis en place par le protocole de Kyoto ; fixer une feuille de route technique et méthodologique pour les négociations de la prochaine COP, qui aura lieu en décembre 2011 à Durban, en Afrique du Sud).



1.4. Des enjeux de taille en termes de sécurité alimentaire



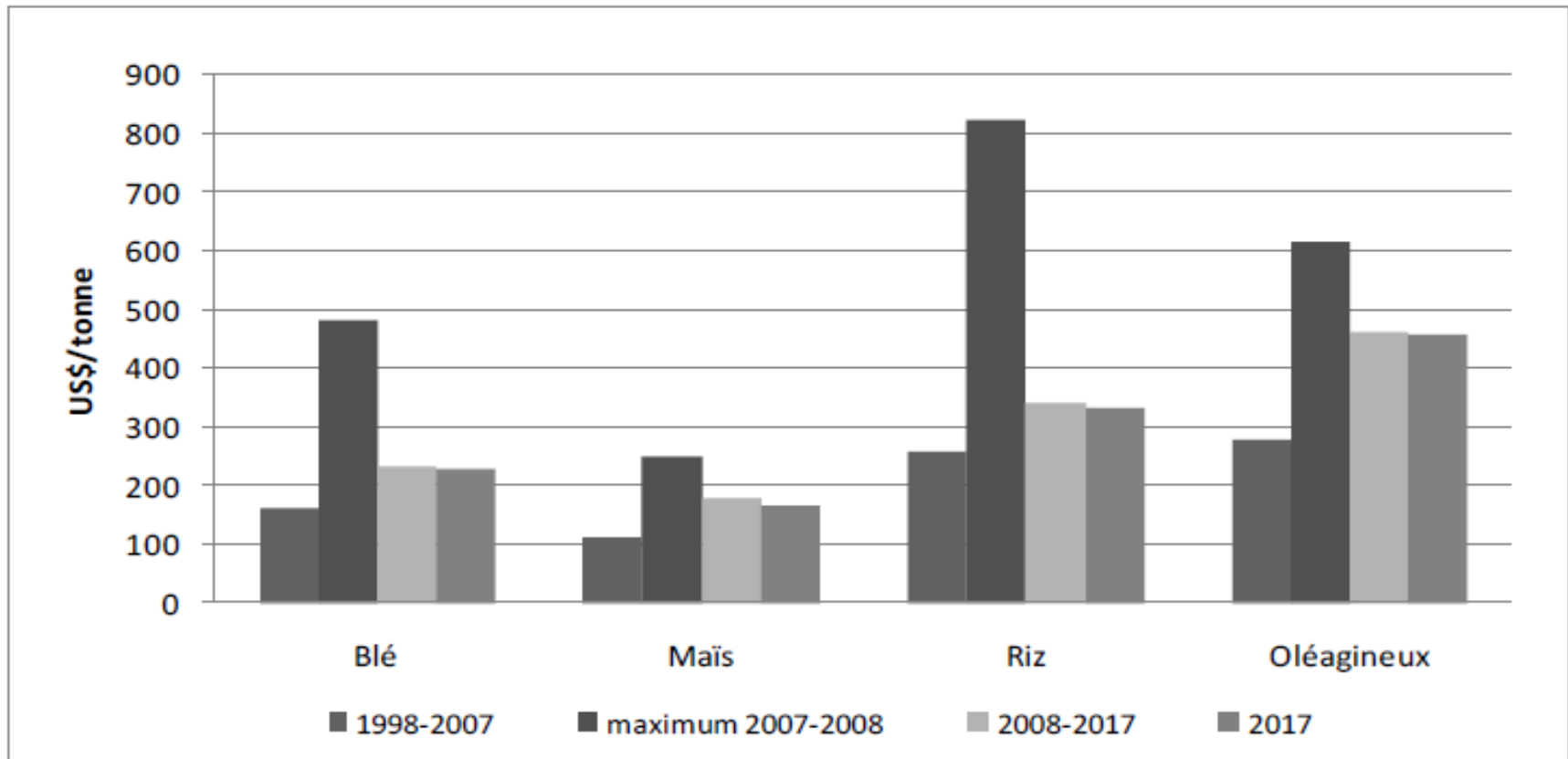
Un potentiel nourricier de la planète aggravé par la forte demande due à l'accroissement démographique....



- L'Asie, le Moyen Orient et l'Afrique du Nord ont épuisé leur potentiel de terres arables et exploité une large part de leurs ressources en eau renouvelables .



Tendance haussière des cours des produits agricoles de base

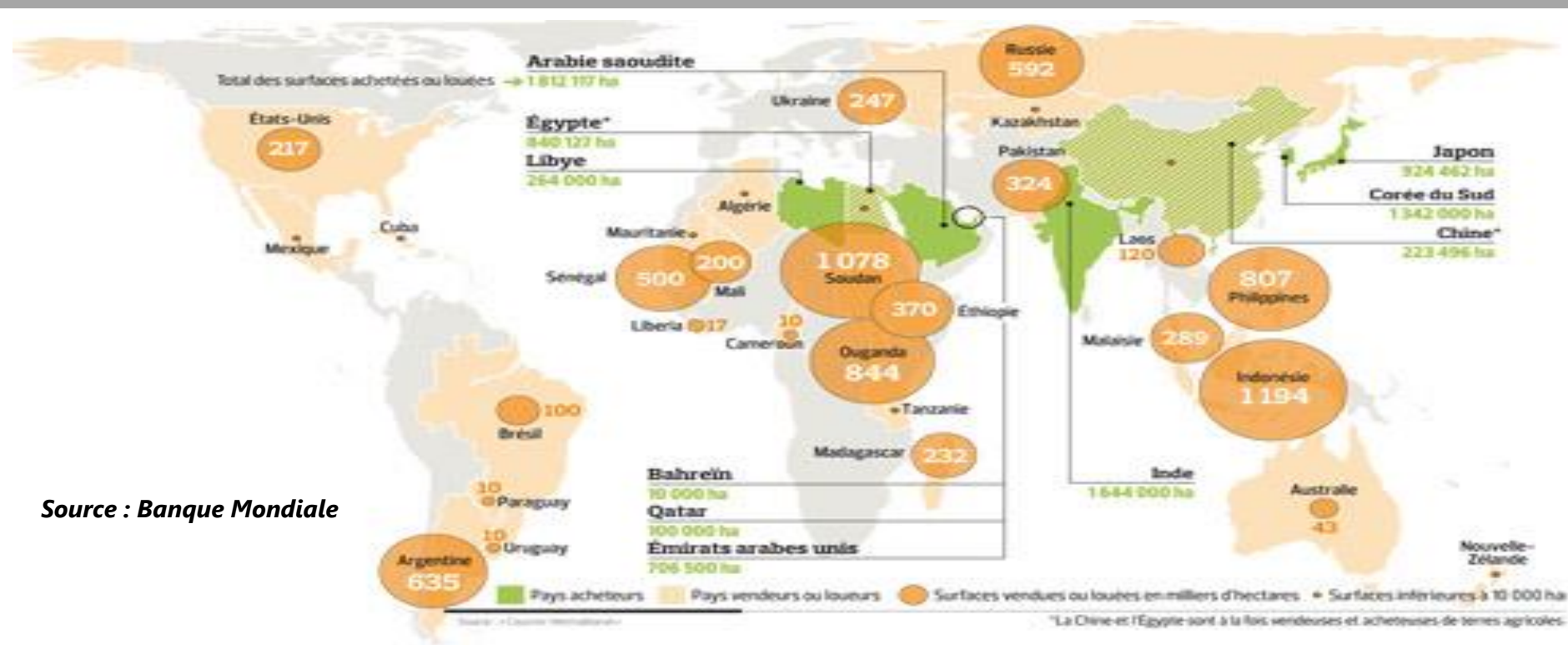


Source : FAO-OCDE

- Une crise alimentaire masquée, momentanément, par la crise économique mondiale.



Une poussée remarquable du phénomène du « Land Grabbing »



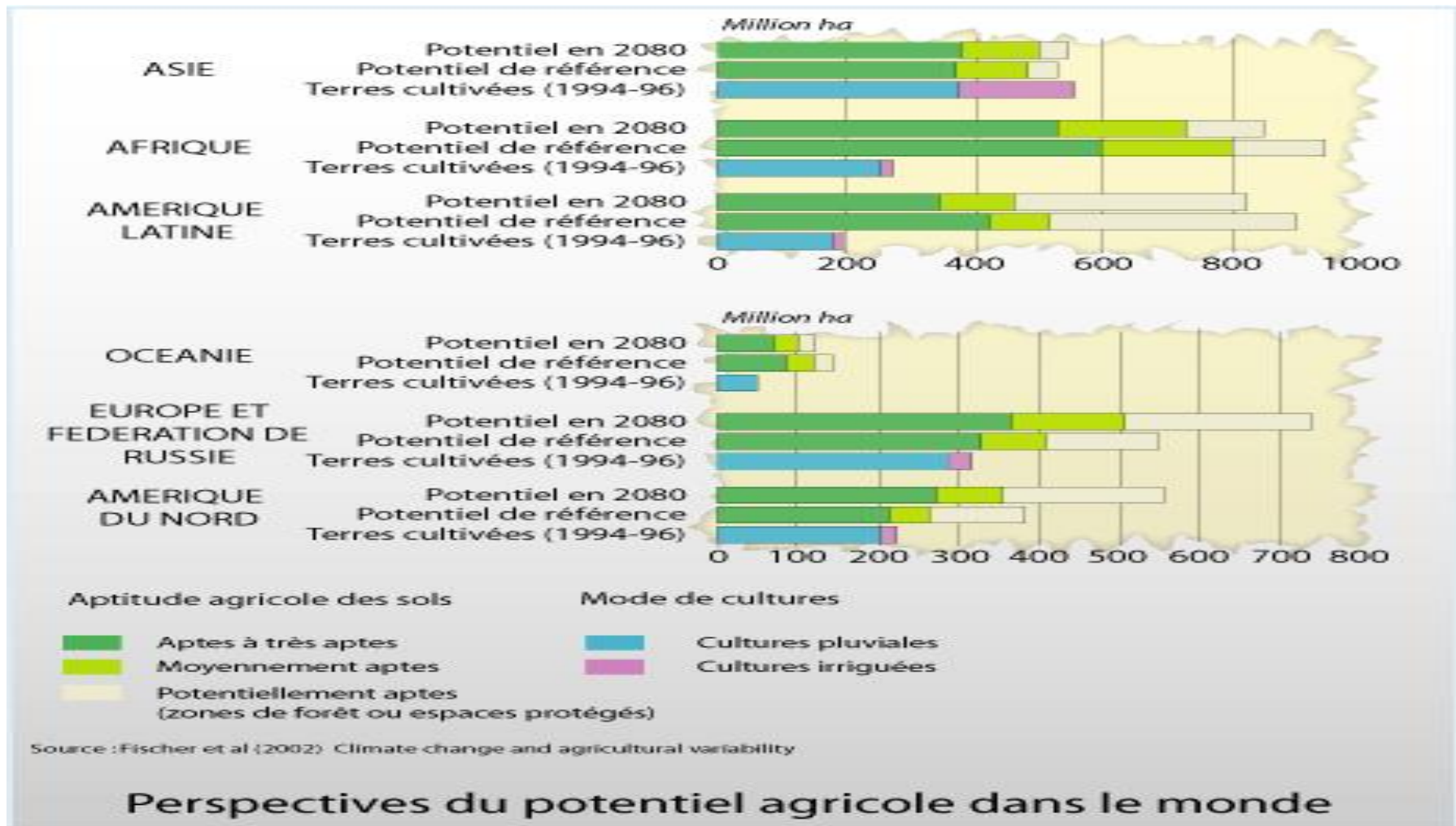
Source : Banque Mondiale

La Chine, la Corée du Sud, le Japon et l'Arabie saoudite disposent aujourd'hui de près de 5 millions d'hectares à cultiver hors territoire national.

L'Afrique est la principale zone géographique de location des terres cultivables dont les acquéreurs sont des groupes disposant de moyens financiers conséquents pour déployer l'irrigation et la fertilisation, ce qui, toutes choses égales par ailleurs, devrait tirer vers le haut la productivité agricole dans le continent.



Un fort potentiel agricole notamment en Afrique (mode pluvial) et en Europe (mode irrigué)



Un potentiel nourricier de la planète aggravé par la forte demande due à l'accroissement démographique

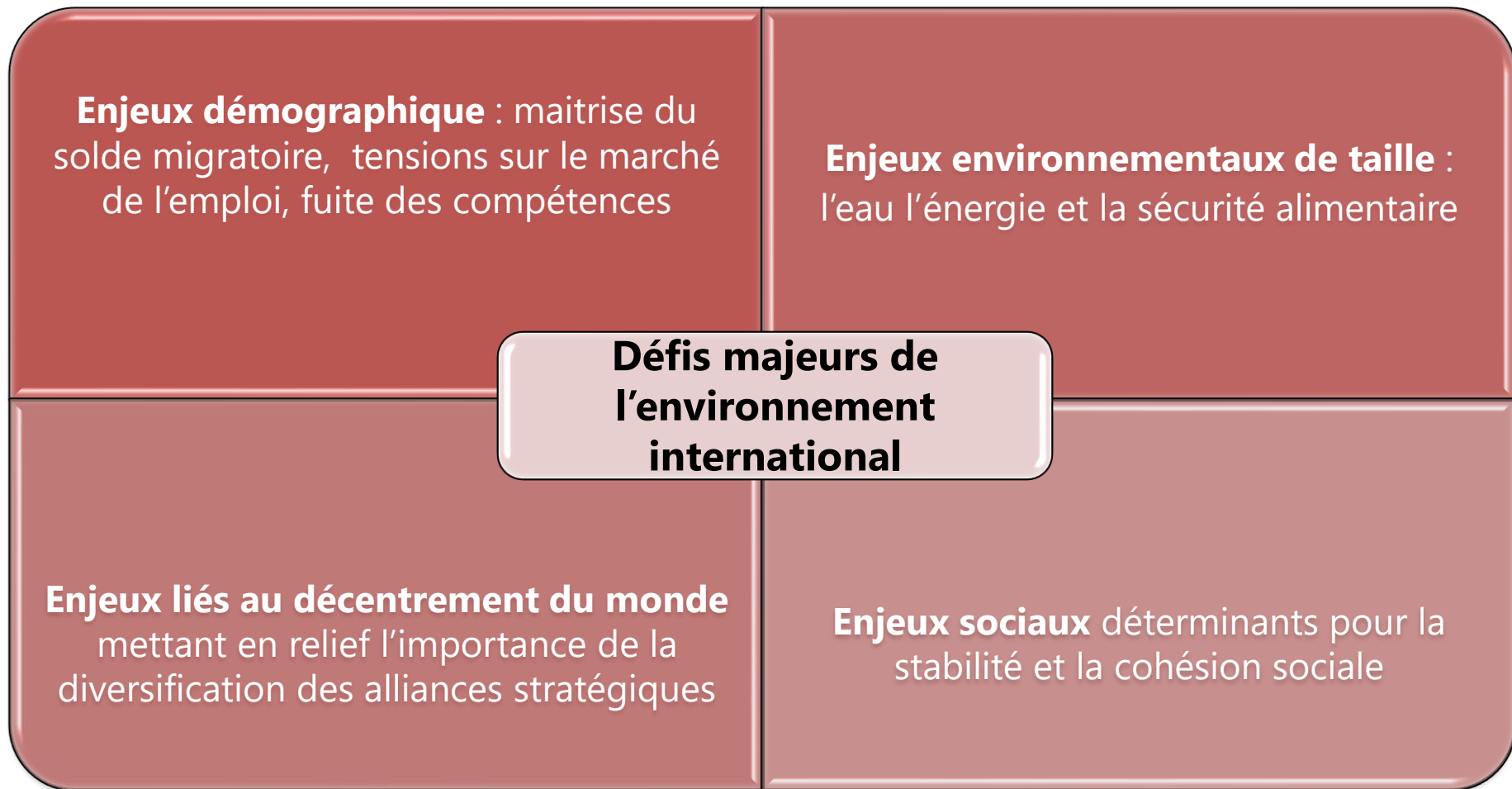
- Enorme défi à relever en termes de production agricole pour satisfaire les besoins d'une population mondiale en croissance rapide.
- Selon la FAO, pour nourrir la population mondiale, qui doit passer de 6,9 milliards en 2009 à 9,1 milliards en 2050, il faudrait accroître la production agricole de 70%.
- Dans les seuls pays en développement, 44 milliards de dollars par an devraient être investis dans l'agriculture, contre 7,9 milliards de dollars aujourd'hui (amélioration de l'accès aux intrants modernes, développement des systèmes d'irrigation, mécanisation, stockage, routes et infrastructures rurales, formation des agriculteurs...).



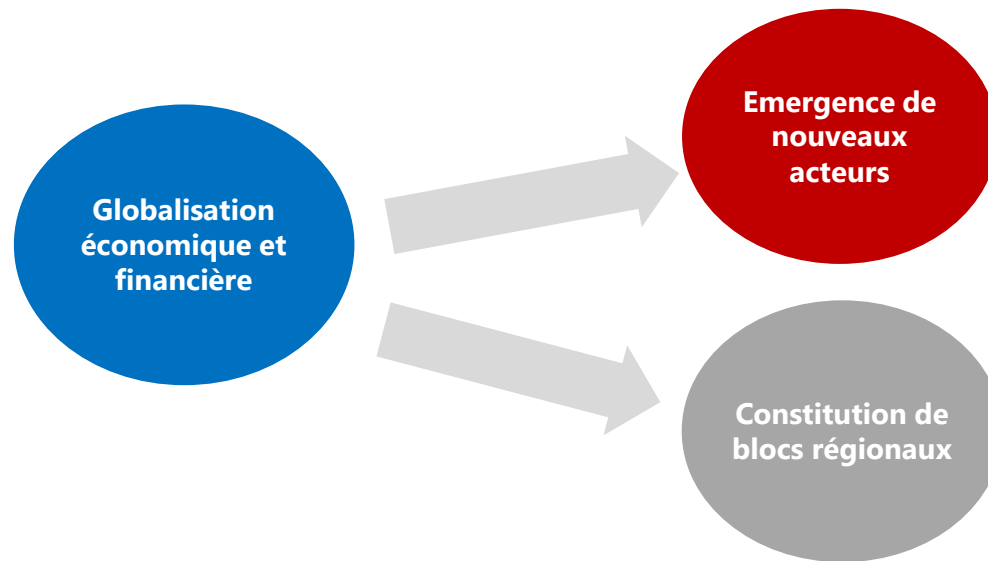
2. D'importants défis à relever par le Maroc pour se forger un positionnement favorable dans le monde de l'après crise



Des enjeux à moyen et long termes d'une grande ampleur



Développer en permanence les avantages compétitifs du pays pour faire face aux nouvelles règles concurrentielles

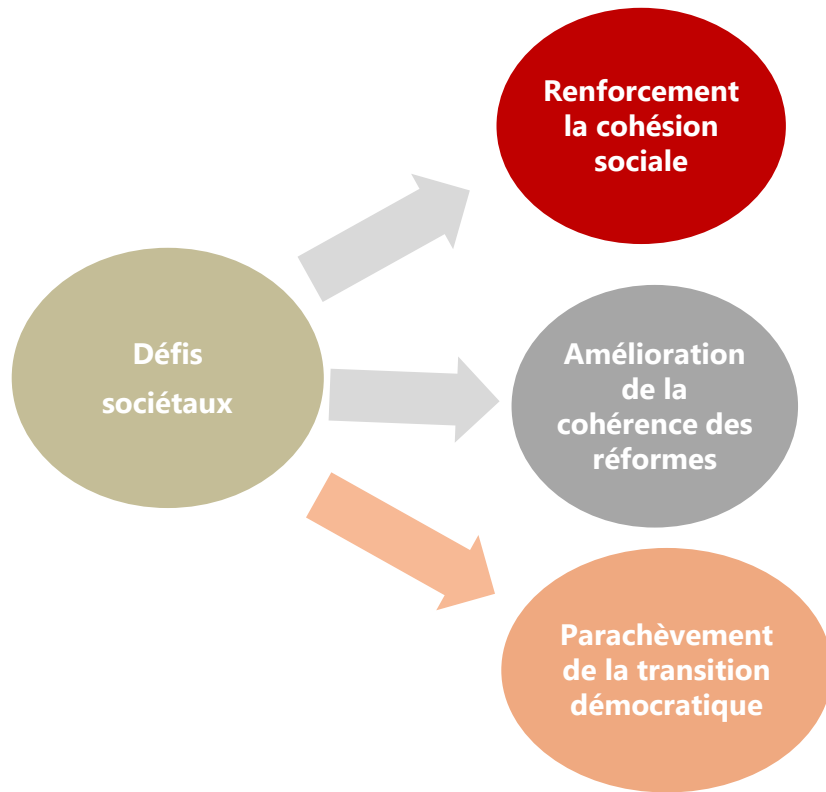


Clés de succès

- Renforcer la compétitivité globale du Maroc et accroître son attractivité (gouvernance, formation des ressources humaines, accès des PME au financement, promotion économique à l'étranger...)
- Adapter en permanence le profil de spécialisation pour monter en gamme dans la chaîne de la valeur ajoutée
- Promouvoir les exportations en direction de marchés dynamiques (traditionnels, mais aussi nouveaux : BRIC notamment)
- Développer l'intégration régionale (maximiser les effets du statut avancé) et accélérer l'adoption de l'acquis communautaire
- Étendre les projets de l'UPM à d'autres domaines structurants : agriculture, savoir, secteur financier...



Mieux gérer les mutations sociétales en vue d'accélérer l'évolution du Maroc d'une société de lien à une société de droit

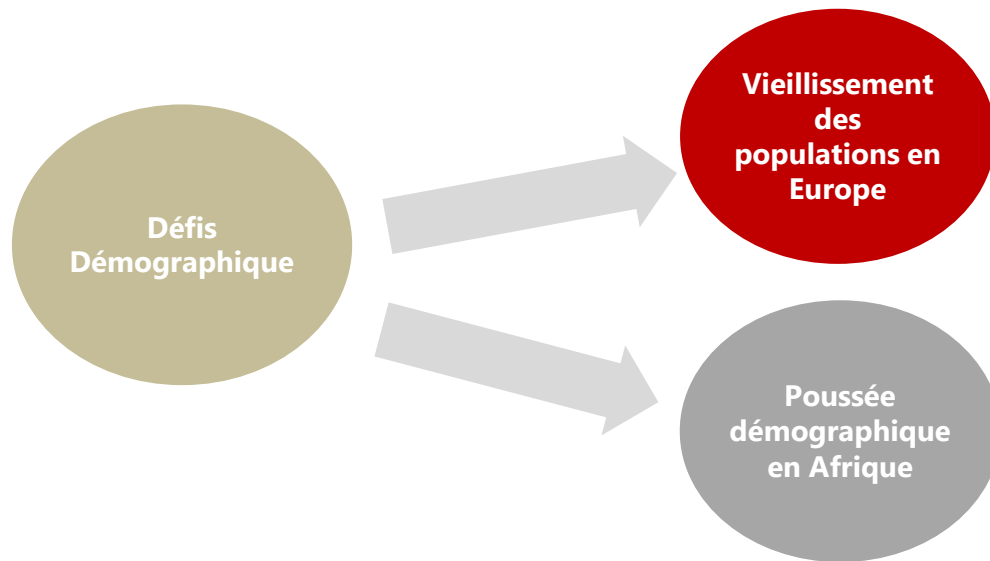


Clés de succès

- Promouvoir une nouvelle philosophie des politiques publiques favorisant le développement de la solidarité économique, sociale et spatiale
- Accélérer le développement humain à travers la lutte contre la vulnérabilité, la pauvreté, l'analphabétisme et les inégalités (de revenus et d'accès aux services de base)
- Accorder une attention particulière à l'intégration des jeunes et aux besoins spécifiques de cette frange de la population
- Entretenir la dynamique des réformes et renforcer leur cohérence par le biais d'un système de gouvernance performant
- Promouvoir les bases d'un contrat social renoué et d'un vivre ensemble apaisé pour sécuriser durablement la croissance
- Achever la transition démocratique et asseoir la normalité politique
- Activer la rénovation des partis politiques et améliorer le fonctionnement des institutions nationales
- Développer l'intérêt de la population à la chose politique



Transformer le défi démographique en une opportunité de développement

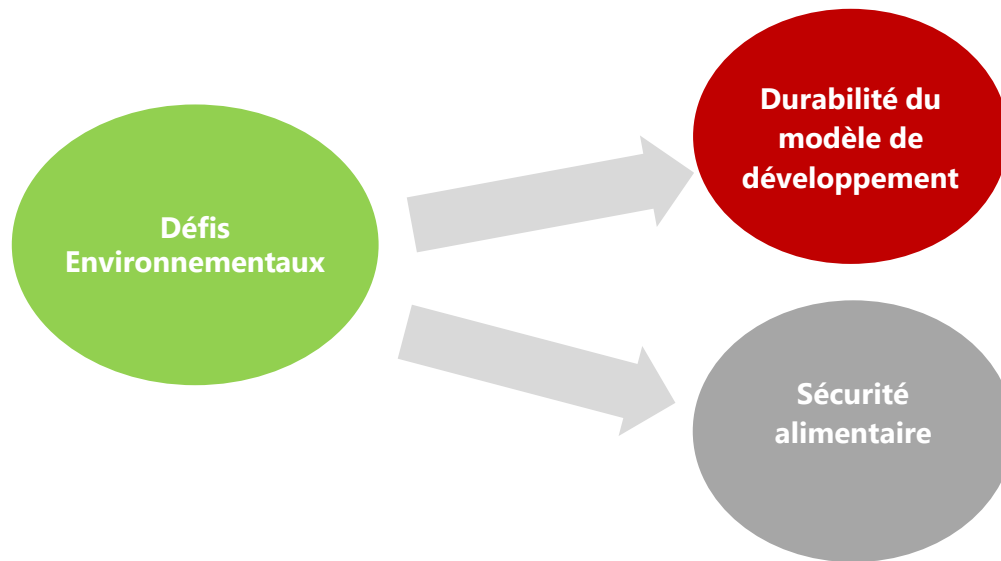


Clés de Succès

- Mettre en place une politique adéquate (structures d'accueil des personnes âgées immigrées, formation de ressources humaines adaptées à ces nouveaux métiers)
- Associer les compétences émigrées au développement du Maroc
- Mettre en place une fiscalité de revenus plus favorable pour les compétences
- Rendre actif le rôle du Maroc dans la mise en place d'une politique de co-développement au profit des pays les plus pauvres, notamment en concertation avec l'Europe (Mettre en œuvre des projets de développement dans les pays émetteurs de l'immigration clandestine)



S'adapter au changement climatique par le biais d'une stratégie environnementale multidimensionnelle



Clés de succès

- *Développer les compétences nationales dans le domaine du changement climatique*
- *Promouvoir les énergies renouvelables*
- *Accélérer la reconversion de l'agriculture au profit de spéculations moins sensibles à la pluviométrie*
- *Mettre en place une stratégie nationale de sécurité alimentaire axée sur la sécurisation de la base productive, l'accès des populations à l'alimentation et l'approvisionnement sur le marché international*
- *Lutter contre toutes les formes de gaspillage des ressources en eau*
- *Sensibiliser les populations aux questions environnementales*
- *Intégrer les principes de développement durable dans les politiques publiques*
- *Mobiliser efficacement les ressources financières internationales*



MERCI POUR VOTRE ATTENTION

www.ires.ma

